



Assemblée générale

Distr. générale
5 septembre 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

Septième session

7-11 juillet 2014

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Synthèse des réponses aux questionnaires destinés à recueillir l'avis des États et des peuples autochtones sur les meilleures pratiques concernant des mesures et des stratégies d'application appropriées pouvant être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Rapport du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

Résumé

Le présent rapport contient une synthèse des réponses des États et des peuples autochtones aux questionnaires qui leur ont été adressés pour recueillir leurs vues sur les meilleures pratiques concernant des mesures et des stratégies d'application appropriées pouvant être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, comme le Conseil des droits de l'homme l'a demandé dans sa résolution 24/10.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–6	3
II. Réponses des États	7–106	4
A. Stratégies nationales d'application	8–15	4
B. Mesures spécifiques, d'ordre juridique, politique ou autre, adoptées pour mettre en œuvre les droits énoncés dans la Déclaration	16–60	5
C. Prise en compte de la Déclaration lors de l'élaboration de nouvelles lois et politiques.....	61–72	10
D. Initiatives visant à faire connaître la Déclaration aux niveaux des communautés et des pouvoirs publics	73–83	12
E. Difficultés rencontrées dans l'adoption de mesures et la mise en œuvre de stratégies pour atteindre les objectifs de la Déclaration.....	84–93	13
F. Meilleures pratiques	94–106	14
III. Réponses des peuples autochtones, des organisations de peuples autochtones et des organisations non gouvernementales	107–161	16
A. Principales stratégies de mise en œuvre	107–113	16
B. Mesures spécifiques d'ordre juridique, politique ou autre adoptées pour mettre en œuvre les droits énoncés dans la Déclaration	114–122	17
C. Prise en compte de la Déclaration lors de l'élaboration de lois et politiques ou d'autres mesures qui touchent les autochtones.....	123–129	18
D. Initiatives visant à faire connaître la Déclaration aux niveaux des communautés et des pouvoirs publics	130–142	19
E. Difficultés rencontrées dans l'adoption de mesures et la mise en œuvre de stratégies pour atteindre les objectifs de la Déclaration.....	143–153	21
F. Meilleures pratiques	154–161	22
IV. Conclusions.....	162–173	23
A. Au sujet des États	163–168	23
B. Au sujet des peuples autochtones, des organisations de peuples autochtones et des organisations non gouvernementales	169–173	24

I. Introduction

1. Dans sa résolution 18/8, le Conseil des droits de l'homme a prié le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones de recueillir, avec l'aide du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et au moyen d'un questionnaire, les vues des États sur les meilleures pratiques concernant des mesures et des stratégies d'application appropriées pouvant être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Dans sa résolution 24/10, le Conseil a prié le Mécanisme d'experts de continuer de recueillir les vues des États et des peuples autochtones afin d'établir une synthèse des réponses à lui présenter à sa vingt-septième session. Le présent rapport s'inscrit dans le prolongement du rapport présenté au Conseil à sa vingt-quatrième session (A/HRC/24/51) et intègre les réponses supplémentaires reçues des États et des peuples autochtones.

2. Dans les questionnaires adressés aux États et aux peuples autochtones, il était demandé si une stratégie globale ou nationale avait été élaborée; si des mesures spécifiques, d'ordre juridique, politique ou autre, avaient été adoptées en vue de mettre en œuvre la Déclaration; si la Déclaration avait été prise en compte lors de l'élaboration des lois, politiques ou autres mesures pertinentes; si des mesures avaient été prises pour sensibiliser le public à la Déclaration au niveau de la communauté et du Gouvernement; quelles étaient les difficultés rencontrées dans l'adoption de mesures en vue d'atteindre les objectifs de la Déclaration; quelles étaient leurs vues sur les meilleures pratiques concernant les mesures et les stratégies d'application appropriées pour atteindre les objectifs de la Déclaration. Dans leurs réponses, les États et les peuples autochtones étaient priés de prendre en compte six aspects différents: l'autodétermination et l'autonomie; la participation à la prise de décisions, notamment l'obligation de chercher à obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones; la culture et les langues; la non-discrimination et l'égalité; les terres, territoires et ressources; les traités, accords et autres arrangements conclus avec les États¹.

3. Le Mécanisme d'experts remercie les États qui ont répondu au questionnaire. Des réponses ont été reçues des États suivants: Allemagne, Australie, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Chili, Congo, Danemark, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guyana, Iraq, Kazakhstan, Mexique, Myanmar, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pérou, République démocratique populaire lao, Trinité-et-Tobago et Venezuela (République bolivarienne du).

4. Le Mécanisme d'experts remercie aussi les peuples autochtones et les organisations de peuples autochtones ci-après, qui ont répondu au questionnaire: Aldet Centre (Sainte-Lucie); Association du barreau autochtone (Canada); Botswana Khwedom Council (Botswana); Community for the Advancement of Native Studies (États-Unis d'Amérique); Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos (Pérou); Centro de Promoción y Desarrollo Rural Amazónico (Pérou); Comunidad Emberá Purú de San Juan de Pegueni (Panama); Fédération des Khmers du Kampuchéa Krom (Viet Nam); Naga Women's Union et Naga Peoples Movement for Human Rights (Inde); National Khoi-San Council (Afrique du Sud); National Native Title Council (Australie); National Indian Youth Council (États-Unis d'Amérique); Ogoni Indigenous Ministers Forum (Nigéria); Programme d'intégration et de développement du peuple pygmée au Kivu (République démocratique du Congo); Parlement sami de Norvège; San Support Organizations' Association of Namibia; Torres Strait Indigenous Peoples of Australia et Peuple yamasi (États-Unis d'Amérique).

¹ Pour le texte intégral des questionnaires, voir A/HRC/24/51, par. 7 à 9.

5. Toutes les réponses peuvent être consultées sur le site Web du Mécanisme d'experts.
6. Le Mécanisme d'experts remercie également la faculté de droit de l'Université du Manitoba (Canada) de l'avoir aidé à analyser les réponses des États.

II. Réponses des États

7. La présente section présente une synthèse des réponses des États au questionnaire. Il convient de garder à l'esprit que les acteurs non étatiques, notamment les peuples autochtones, peuvent avoir des opinions divergentes sur les résultats des mesures adoptées pour assurer l'application de la Déclaration ou sur les stratégies idéales à mettre en œuvre à cette fin.

A. Stratégies nationales d'application

8. Un certain nombre d'États ont indiqué avoir adopté une stratégie nationale pour mettre en œuvre la Déclaration. Le Guyana a précisé que sa stratégie d'application était définie dans plusieurs documents de politique générale, dont un au moins avait été élaboré en consultation avec la grande majorité des communautés amérindiennes. Le Plan de développement national du Mexique traite expressément des peuples autochtones, et la Commission mexicaine pour le développement des peuples autochtones est tenue d'aider les peuples autochtones à exercer leur droit à l'autodétermination. Le plan de la République bolivarienne du Venezuela est fondé sur des aspects normatifs et institutionnels, y compris sur les normes constitutionnelles, législatives et réglementaires en vigueur. Le Plan national du Pérou est axé sur 12 domaines, à savoir la participation, la propriété intellectuelle, l'éducation interculturelle et bilingue, l'utilisation et la transmission des langues autochtones, la non-discrimination, la consultation, l'amélioration de la situation économique et sociale, les terres, territoires et ressources naturelles, la santé, l'administration de la justice, l'accès à la justice, ainsi que les peuples autochtones de premier contact et en situation d'isolement. L'Institut paraguayen des affaires autochtones s'efforce de mettre la Déclaration en œuvre selon trois axes: terres et territoires, participation, et développement dans une perspective ethnique.

9. Plusieurs États ont indiqué que leur législation nationale tenait compte des principes de la Déclaration. Le Congo a indiqué, par exemple, que les principes fondamentaux de la Déclaration sont incorporés dans sa loi n° 5-2011 relative à la promotion et à la protection des droits des peuples autochtones. Certains États, comme le Pérou et le Myanmar, ont signalé des lois et politiques nationales en vigueur qui se rapportaient à des aspects spécifiques de la Déclaration, comme l'éducation et la culture. Ils n'ont toutefois pas précisé si ces lois et politiques avaient été élaborées expressément pour atteindre les objectifs de la Déclaration.

10. Certains États, comme la Finlande, la Nouvelle-Zélande et la Norvège, ont indiqué qu'ils n'avaient pas eu à élaborer de stratégies supplémentaires pour mettre en œuvre la Déclaration, les lois et politiques nationales en vigueur étant déjà conformes aux principes qu'elle consacre. L'Australie a indiqué qu'il existait des synergies entre les politiques existantes relatives aux autochtones et la Déclaration.

11. L'État plurinational de Bolivie n'a fait expressément mention d'aucune stratégie spécifique de mise en œuvre de la Déclaration dans sa réponse. Il dispose toutefois d'un plan de développement national intitulé «*Bolivia digna, soberana, productiva y democrática para vivir bien*», élaboré pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones. La stratégie mise en place par le Chili pour s'acquitter de ses obligations

internationales à l'égard des peuples autochtones à l'échelon national repose sur cinq piliers, à savoir: la culture, l'identité et l'éducation; la terre; la capacité institutionnelle; la participation et la consultation; le développement intégral. Cette politique a été élaborée en concertation avec les neuf peuples autochtones que compte le pays.

12. El Salvador n'a pas adopté de stratégie spécifique pour la mise en œuvre de la Déclaration, mais celle-ci s'inscrit dans le cadre normatif d'un projet de politique sur les peuples autochtones élaboré en 2013.

13. Bien que n'ayant pas mis en place de stratégie à proprement parler pour mettre en œuvre la Déclaration, l'Australie a évoqué les excuses nationales présentées en 2008 aux peuples autochtones d'Australie et en particulier aux générations volées, geste symbolique montrant bien sa volonté de mettre en œuvre la Déclaration. Elle a en outre indiqué que les principes de la Déclaration étaient compatibles avec la stratégie «*Closing the Gap*» (Comblant l'écart) mise en place par le Gouvernement pour lutter contre les inégalités dont souffrent les peuples autochtones. Des discussions sont en cours en vue de consacrer la reconnaissance des Australiens autochtones dans la Constitution.

14. L'Allemagne et la Suisse ont fait savoir qu'elles n'abritaient certes pas de peuples autochtones sur leur territoire mais que leur politique étrangère de développement reconnaissait la Déclaration en tant que norme pour les peuples autochtones.

15. La majorité des États n'ont donné aucune précision sur l'ampleur et la nature des plans nationaux d'application dans leurs réponses. Ils n'ont pas non plus précisé comment ces lois et politiques avaient été élaborées ni si elles l'avaient été en consultation avec les peuples autochtones.

B. Mesures spécifiques, d'ordre juridique, politique ou autre, adoptées pour mettre en œuvre les droits énoncés dans la Déclaration

1. Ensemble des droits énoncés dans la Déclaration

16. Le 7 novembre 2007, l'État plurinational de Bolivie a adopté la loi n° 3760 relative à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Dans sa réponse au questionnaire, la Bolivie a fourni des informations détaillées sur les lois et les programmes relatifs à l'application de la Déclaration, notamment dans les secteurs ci-après: l'éducation et les langues, les communications et les médias, le logement, les politiques économiques, la sécurité alimentaire, la mise en valeur des terres agricoles, la justice, les droits des femmes dans l'administration de la justice, les droits de l'homme, l'aménagement du territoire, les ressources en eau, la consultation, la décolonisation et la remise en cause du système patriarcal.

17. Le Chili a lui aussi décrit de façon détaillée les mesures qu'il avait prises pour appliquer les droits énoncés dans la Déclaration et qui portaient principalement sur les cinq domaines mentionnés au paragraphe 11. Les mesures adoptées sont des lois, des politiques ou des programmes.

18. En 2011, le Congo a adopté la loi n° 5-2011 relative à la promotion et à la protection des droits des peuples autochtones, qui incorpore les principes fondamentaux de la Déclaration. Cette loi porte sur de nombreux domaines tels que la consultation, le droit des peuples autochtones d'administrer leurs affaires intérieures et de recourir aux règles coutumières pour résoudre les conflits internes, la protection des coutumes et des institutions traditionnelles, la propriété intellectuelle relative aux savoirs traditionnels, la protection des sites sacrés, l'éducation et les droits collectifs et individuels de propriété intellectuelle.

19. La Commission nationale pour le développement des peuples autochtones du Mexique a pour principal objectif l'harmonisation des lois en vigueur au niveau fédéral et au niveau des États en ce qui concerne les droits des peuples autochtones. Pour ce faire, elle s'inspire directement de la Déclaration.

20. La stratégie «Comblar l'écart» de l'Australie pose des jalons pour mettre fin au retard éducatif des enfants autochtones, ce que l'Australie considère comme un domaine prioritaire clef pour l'application de la Déclaration.

21. La Constitution nationale et le Statut des peuples autochtones du Paraguay reprennent les droits énoncés dans la Déclaration. Celle-ci sert aussi de cadre directeur aux politiques et programmes de l'Institut paraguayen des affaires autochtones.

2. Autodétermination et autonomie

22. Grâce aux modifications constitutionnelles approuvées en 2001, le Mexique reconnaît désormais le droit à l'autodétermination et les droits collectifs des peuples autochtones.

23. Plusieurs États ont mentionné des lois qui reconnaissent le droit des peuples autochtones à l'autonomie. La plupart des dispositions législatives reconnaissant ou créant des régions autonomes autochtones conditionnent l'autonomie au vote des peuples autochtones. Le mode d'administration de ces régions autonomes varie selon les cas. Certains États ont indiqué que les régions autonomes étaient régies par les lois et les institutions autochtones.

24. L'État plurinational de Bolivie a entrepris de reconnaître l'autonomie des communautés autochtones. Plusieurs communautés ont voté en faveur de l'autonomie et ont commencé à élaborer un statut de région autonome avec l'assistance technique du Ministère de l'autonomie. La nécessité de faire participer les femmes, sur un pied d'égalité, aux structures de gouvernance a été reconnue.

25. Le Burkina Faso a aussi entrepris un processus de décentralisation par l'intermédiaire de sa loi n° 055-2004/AN, qui consacre le droit des territoires de s'auto-administrer et de gérer leurs propres affaires afin de promouvoir leur propre développement et renforcer l'administration locale. Ce processus de décentralisation s'est accompagné d'un transfert de compétences dans les domaines socioéconomiques et culturels.

26. La législation congolaise garantit le droit des peuples autochtones d'administrer leurs affaires intérieures et de recourir à leurs coutumes pour régler les conflits internes. Elle protège en outre les coutumes et les institutions traditionnelles des peuples autochtones.

27. La Constitution du Guyana a créé la Commission guyanaise des peuples autochtones, l'une des cinq commissions s'occupant de questions relatives aux droits constitutionnels. Elle a pour objectif de mettre en place des mécanismes permettant de renforcer le statut des peuples autochtones et de répondre à leurs demandes et à leurs besoins légitimes. Dans le cadre de son mandat, elle formule des recommandations concernant la participation des peuples autochtones à la prise de décisions au niveau national, ainsi qu'aux autres décisions susceptibles d'avoir des répercussions sur la vie de ces peuples. La loi de 2006 sur les Amérindiens prévoit que c'est aux conseils de village qu'il appartient de gérer les affaires intérieures.

28. Le Danemark a adopté la loi sur l'autonomie du Groenland en 2009. Dans son préambule, ce texte reconnaît le peuple groenlandais comme un peuple au sens du droit international, jouissant du droit à l'autodétermination. L'actuel Gouvernement groenlandais a été démocratiquement élu et plusieurs membres en exercice du Parlement sont d'ascendance inuit.

29. La Constitution finlandaise reconnaît le droit à l'autonomie du peuple sami et le fait que les Samis jouissent de l'autonomie linguistique et culturelle dans leur région d'origine. La loi relative au Parlement sami définit les modalités de mise en œuvre de ce système d'autonomie.

3. Participation à la prise de décisions, notamment l'obligation de chercher à obtenir le consentement préalable, libre et informé des peuples autochtones

30. La plupart des États ont fourni des informations sur les mesures législatives et gouvernementales qu'ils avaient adoptées pour mettre en œuvre le droit de participer à la prise de décisions. Ces informations portaient sur deux aspects: la participation des peuples autochtones à la prise de décisions au niveau national et leur consultation au sujet des décisions qui concernent leurs droits.

31. Dans l'État plurinational de Bolivie, les peuples autochtones sont représentés au sein des organes législatifs. Au Burkina Faso, les Peuls et les Touaregs comptent des représentants au Parlement et plusieurs ministres au Gouvernement.

32. Au Congo, la législation garantit la participation des peuples autochtones à la prise de décisions. Le Pérou a également adopté une loi relative au droit des peuples autochtones à la consultation préalable, droit consacré par la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants (1989). Cette loi a été promulguée le 23 août 2011.

33. La France a indiqué qu'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinengue avait été créé en 2010 dans le département de la Guyane. Ce Conseil est consulté par les conseils régionaux et le Conseil général sur tout projet ou proposition susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement ou les activités culturelles des populations amérindiennes et bushinengue.

34. Le Chili a engagé sur les institutions autochtones une consultation dont les modalités ont été modifiées à la suite de plaintes de chefs de communautés autochtones au sujet de la procédure suivie. La première étape de cette consultation porte désormais sur l'élaboration des procédures de consultation.

35. En 2005, le Gouvernement norvégien et le Parlement sami ont conclu un accord sur les procédures de consultation en vue de garantir que les nouvelles mesures et dispositions législatives respectent les droits des Samis. Les procédures de consultation visent aussi à garantir que les Samis puissent véritablement participer aux prises de décisions qui sont susceptibles d'avoir un effet direct sur leurs intérêts et influencer réellement sur ces décisions. Le Gouvernement norvégien a confirmé par décret royal que les procédures adoptées s'appliquaient à l'ensemble de l'administration publique centrale. La Norvège déclare que le droit à l'autodétermination s'exerce essentiellement par le biais du droit de participer à la prise de décisions concernant les questions qui n'intéressent que les Samis et le droit de participer à l'administration des affaires publiques intéressant les Samis comme le reste de la population. L'obligation de consultation découlant de ces droits s'exerce au moyen de procédures définies conjointement par les autorités publiques et le Parlement sami, conformément à la Convention n° 169 de l'OIT.

36. La loi finlandaise relative au Parlement sami prévoit l'obligation de négocier avec celui-ci sur diverses questions, parmi lesquelles: la planification locale; la gestion, l'utilisation, la location et l'affectation des terres appartenant à l'État, des zones protégées et des aires de nature sauvage; les demandes de licences portant sur des concessions minières; les modifications législatives ou administratives concernant les activités appartenant à la culture sami; le développement de l'enseignement du sami et en sami à l'école et l'utilisation du sami dans les services à caractère social et sanitaire; toutes autres questions touchant à la langue et à la culture sami ou au statut des Samis en tant que peuple autochtone. Cette obligation de négocier s'applique à tous les niveaux de l'administration.

37. Au Guyana, la délimitation des terres et des territoires des Amérindiens et l'attribution des titres de propriété correspondants se font avec le consentement préalable, libre et informé des communautés concernées.

38. L'Australie a mis en place un cadre de participation autochtone qui, explique-t-elle, reflète sa volonté de dialoguer vraiment avec les peuples autochtones. Le Congrès national des peuples premiers d'Australie permet aux aborigènes et aux insulaires du détroit de Torres de faire entendre leur voix sur les questions stratégiques nationales. L'Australie a aussi mis en place un conseil consultatif autochtone auprès du Premier Ministre qui donne des conseils sur les questions de politique générale qui intéressent les autochtones. Ce conseil est composé d'autochtones et de non-autochtones.

39. Aux États-Unis, en application de l'ordonnance n° 13175 relative aux consultations et à la coordination avec les gouvernements tribaux indiens, les organismes fédéraux sont tenus de consulter les représentants tribaux lorsqu'ils prennent des décisions qui ont des incidences sur les communautés tribales.

40. Au Mexique, la Commission nationale du développement des peuples autochtones a établi un mécanisme de consultation avec les peuples autochtones qui leur permet de participer à la définition, à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes, projets et mesures du Gouvernement.

41. Le Pérou a adopté une loi sur le droit à la consultation, en vertu de laquelle la finalité des consultations doit être de parvenir à un accord entre l'État et les peuples autochtones. En application de cette loi, un guide méthodologique a été mis au point avec l'assistance technique de l'OIT et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

4. Culture et langues

42. Plusieurs États ont indiqué, dans leurs réponses, que leur constitution reconnaissait les langues autochtones. Cependant, la plupart des États ont mis l'accent sur l'importance de l'éducation pour promouvoir et mettre en œuvre le droit des peuples autochtones de conserver leur culture et leur langue. Un petit nombre d'États ont indiqué que les langues autochtones étaient enseignées à l'école et quelques-uns ont précisé que les programmes scolaires étaient élaborés en consultation avec les peuples autochtones. Certains États ont souligné qu'il fallait combattre les préjugés à l'égard des cultures et des langues autochtones afin de les préserver et d'en promouvoir l'usage.

43. L'État plurinational de Bolivie a remanié son système éducatif en se fondant sur l'idéologie et la pratique politique de la décolonisation, de la libération, de la révolution, de l'anti-impérialisme et de la transformation de la société sans discrimination ni exploitation. Le nouveau système prévoit une éducation culturelle qui favorise l'affirmation et le renforcement des identités culturelles, et la reconnaissance, l'évaluation et le développement des cultures autochtones, en concertation avec d'autres cultures et d'autres langues. La Constitution bolivienne prévoit que l'enseignement primaire doit être dispensé dans la langue maternelle de chaque région et prévoit aussi la création d'universités autochtones.

44. Au Pérou, le Ministre de l'éducation a indiqué que la Déclaration était à l'origine de la création de la Commission nationale sur l'éducation bilingue interculturelle. Le Pérou a aussi adopté une loi sur l'éducation bilingue interculturelle visant à reconnaître la diversité culturelle et à promouvoir l'éducation interculturelle bilingue dans les régions habitées par des peuples autochtones. Le droit des peuples autochtones de bénéficier des mêmes conditions d'éducation que le reste de la nation est garanti par la législation péruvienne. Le Ministre de l'éducation a été chargé de concevoir et mettre en œuvre un plan national pour l'éducation interculturelle bilingue. Les peuples autochtones sont appelés à participer

à la formulation et à la réalisation de ces programmes d'enseignement. Le Pérou a également mis au point un programme de renforcement des compétences destiné aux interprètes participant aux processus de consultation.

45. Le Chili a indiqué avoir mis en place des programmes d'enseignement et d'apprentissage des langues et des cultures autochtones dans les établissements scolaires du pays. La Constitution du Guyana garantit le droit des peuples autochtones «à la protection, la préservation et la promotion de leurs langues, de leur patrimoine culturel et de leur mode de vie». La Constitution iraquienne garantit à tous les Iraquiens le droit de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle.

46. La Constitution de la République démocratique populaire lao reconnaît la langue lao comme langue officielle. Cependant, dans la vie de tous les jours, tous les groupes ethniques sont libres de conserver et d'utiliser leur propre dialecte au sein de la famille et de la communauté, pour préserver leur culture et leurs traditions.

47. En République du Congo, la loi garantit les droits collectifs et individuels des peuples autochtones à la propriété intellectuelle de leurs savoirs traditionnels. Elle protège en outre leur patrimoine culturel, religieux et spirituel.

48. La loi finlandaise relative à la langue sami régit le droit des Samis d'utiliser leur propre langue devant les tribunaux et d'autres autorités. Elle fait aussi obligation aux autorités publiques de mettre en œuvre et promouvoir les droits linguistiques des Samis.

49. À la Trinité-et-Tobago, en 2011, le Gouvernement a approuvé l'attribution de 10 hectares de terrain en vue de la création d'un village du patrimoine amérindien afin de protéger la culture et les traditions amérindiennes.

50. El Salvador travaille actuellement à une réforme de sa Constitution qui vise à reconnaître les peuples autochtones et à adopter des politiques destinées à préserver et à développer l'identité ethnique et culturelle de ces peuples, leurs valeurs et leur spiritualité. Le pays investit dans des initiatives éducatives visant à revitaliser les langues autochtones; il délivre notamment des diplômes d'enseignement interculturel bilingue. La mise au point et la réalisation de ces programmes s'effectuent en concertation avec les peuples autochtones.

5. Non-discrimination et égalité

51. Plusieurs États, dont le Chili et le Guyana, ont indiqué que les principes de non-discrimination et d'égalité étaient inscrits dans leur Constitution.

52. Certains États ont indiqué que le principe d'égalité interdisait aux États d'appliquer à un groupe un traitement différent des autres. La Constitution de la République démocratique populaire lao dispose que tous les citoyens sont égaux devant la loi. Selon le Gouvernement, en vertu du principe d'égalité, chaque groupe ethnique a ses particularités mais ces particularités ne placent aucun d'eux au-dessus des autres, ce qui est un facteur de paix et d'harmonie ainsi que de solidarité entre les nombreuses ethnies que compte la population lao.

6. Terres, territoires et ressources

53. Plusieurs États ont indiqué que les terres des peuples autochtones faisaient l'objet d'une procédure de délimitation et d'attribution de titres de propriété. Quelques-uns ont mentionné la nature collective de ces titres fonciers. Plusieurs États ont indiqué que les peuples autochtones exerçaient certains pouvoirs ou certaines compétences sur leurs terres.

54. L'État plurinational de Bolivie a entrepris de renforcer la redistribution des terres et l'autogestion communautaire. Il a aussi publié et distribué un atlas des territoires autochtones. Le Chili a relancé les opérations de transfert de terres aux peuples autochtones dans des conditions de transparence et d'objectivité. Au Congo, les droits de propriété collective des peuples autochtones sont protégés par la loi.

55. La France a mentionné la création du Parc amazonien de Guyane, qui permet aux peuples autochtones de la région de maintenir et de préserver leurs pratiques de subsistance sans porter atteinte aux ressources naturelles qu'ils exploitent.

56. Au Guyana, la Constitution de 2003 garantit la protection des terres, y compris celles des Amérindiens. En vertu de la loi de 2006 sur les Amérindiens, ceux-ci se voient attribuer des titres fonciers sans restriction et à perpétuité. La délimitation des villages amérindiens et l'attribution de titres de propriété nécessitent l'accord préalable, libre et informé des Amérindiens. Ces terres et ressources sont gérées par les conseils de village, qui réglementent «la gestion, l'utilisation, la préservation, la protection et la conservation de tout ou partie des terres et des ressources du village». Le pourcentage des terres amérindiennes délimitées et pour lesquelles des titres de propriété ont été attribués a augmenté.

57. La Nouvelle-Zélande non seulement respecte l'importance des liens qui unissent les peuples maoris à leurs terres et à leurs ressources, mais elle maintient aussi le régime juridique en vigueur pour la propriété et la gestion des terres et des ressources naturelles.

58. La Constitution péruvienne protège les droits à la terre et une procédure a été mise en place pour les personnes qui veulent faire valoir et reconnaître leurs droits fonciers.

59. El Salvador reconnaît les dommages causés par la désintégration des communautés autochtones, qui s'explique par les changements survenus dans l'utilisation des terres, et a commencé à s'attaquer à ces problèmes par l'intermédiaire du Vice-Ministère du logement et de l'aménagement urbain.

7. Traités, accords et autres arrangements conclus avec les États

60. La Nouvelle-Zélande a indiqué que le Traité de Waitangi était le document fondateur régissant les relations entre le Gouvernement et les Maoris. Le Gouvernement néo-zélandais s'est engagé à régler d'ici à 2014 les doléances en souffrance relatives au non-respect du Traité et des ressources accrues sont mobilisées à cette fin.

C. Prise en compte de la Déclaration lors de l'élaboration de nouvelles lois et politiques

61. Aucune des réponses reçues ne fait état de l'adoption d'une loi prévoyant expressément que la Déclaration doit être prise en compte lors de l'élaboration de nouvelles lois et politiques ou d'autres mesures. Dans certains cas, toutefois, les buts et principes de la Déclaration ont été à l'origine de l'élaboration de nouvelles lois ou politiques.

62. Plusieurs États ont officialisé la procédure de consultation des peuples autochtones pour la prise de décisions et adopté des dispositions législatives contraignantes à cet égard. Ces dispositions prévoient, d'une manière générale, que les peuples autochtones doivent être consultés préalablement à l'adoption de toute décision ayant des répercussions directes sur leurs droits. Certains États ont indiqué qu'il est obligatoire de recueillir le consentement préalable, libre et informé des peuples autochtones pour l'adoption de lois ou de politiques les concernant. Beaucoup ont indiqué que les mesures nécessitant la consultation des peuples autochtones avaient été élaborées en concertation avec eux. Dans certains cas, les peuples autochtones avaient été consultés par l'intermédiaire de leurs institutions et dans le respect de leurs propres modes de prise de décisions.

63. La loi relative à la promotion et à la protection des droits des peuples autochtones du Congo a été élaborée avec la participation d'acteurs gouvernementaux, de représentants de la société civile et d'experts internationaux. La consultation des peuples autochtones s'est faite à l'échelon local dans tous les départements où ils étaient fortement représentés. Leurs représentants ont aussi pris une part active aux débats consacrés à l'élaboration du projet final.

64. Dans l'État plurinational de Bolivie, la consultation des peuples autochtones fait partie des principes d'ouverture et de transparence que défend le Gouvernement. L'obligation de consulter les peuples autochtones et de les associer au processus décisionnel est inscrite dans plusieurs lois.

65. Au Chili, la loi sur les peuples autochtones reconnaît et protège les peuples et terres autochtones et reconnaît également les institutions et les cultures autochtones. Elle prévoit l'adoption de mesures spéciales pour garantir dans la pratique le respect des obligations de consultation et de participation. Les peuples autochtones doivent être consultés par l'intermédiaire de leurs organisations traditionnelles ainsi que des communautés, organisations et associations officiellement reconnues par la loi sur les peuples autochtones. À une occasion, lorsque les peuples autochtones se sont dits mécontents de la procédure de consultation, le Gouvernement a revu la procédure pour l'examen des nouvelles institutions autochtones et de leur reconnaissance par la Constitution.

66. Au Guyana, la loi relative aux Amérindiens de 2006 exige le consentement préalable, libre et informé des villageois amérindiens au sujet des questions qui nécessitent leur participation ou leur soutien pour ce qui a trait aux terres, à l'exploitation minière, à la délimitation des terres et à l'attribution des titres de propriété correspondants, à l'accès aux villages amérindiens et à l'utilisation des ressources naturelles.

67. En Nouvelle-Zélande, les Maoris participent notamment à la prise de décisions dans le cadre d'accords négociés de gestion commune des ressources, comme par exemple dans le cas des zones protégées appartenant à la Couronne et des parcs nationaux. En outre, les tribunaux ont récemment affirmé que la *common law* devait évoluer pour tenir compte des nouvelles normes relatives aux droits de l'homme et des dispositions du Traité de Waitangi.

68. Le Pérou a promulgué une loi qui reconnaît le droit des peuples autochtones d'être consultés préalablement à l'adoption de mesures législatives ou administratives ayant des incidences directes sur leurs droits collectifs à la vie, à l'identité culturelle, à la propriété, à l'éducation, à la santé, à la qualité de la vie et au développement de leur communauté. Cette loi s'applique aussi aux plans, programmes et projets de développement nationaux et régionaux qui concernent directement les droits des peuples autochtones. Les règlements d'application de cette loi sont en cours d'élaboration, avec la participation de plusieurs organismes publics et de représentants des peuples autochtones.

69. Plusieurs États ont indiqué que, compte tenu du principe de l'égalité formelle de tous les citoyens, ils n'avaient pas adopté de loi reconnaissant officiellement la nécessité d'associer les peuples autochtones à la prise de décisions ou prévoyant une procédure spéciale à cet effet. Au Burkina Faso, la loi sur la décentralisation tient compte des principes consacrés par la Déclaration. Pour autant, le Burkina Faso ne souhaite pas créer une hiérarchie entre les diverses populations qui cohabitent sur le territoire national et la Déclaration n'est donc pas formellement prise en considération lors de l'élaboration de lois et de politiques.

70. La stratégie australienne «Comblant l'écart» a pour objectif à long terme de satisfaire aux dispositions de toute une série d'autres articles de la Déclaration.

71. La stratégie mise en œuvre par le Ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économiques dans le domaine des droits de l'homme indique expressément que la Déclaration et le principe du consentement préalable, libre et informé doivent être respectés dans toute planification de mesures de développement susceptibles d'avoir une incidence sur les peuples autochtones.

72. La Norvège compte plusieurs ministères chargés de veiller à ce que l'État s'acquitte de ses obligations en matière de droits de l'homme. Ces ministères doivent tenir compte des obligations internationales pertinentes lors de l'élaboration de lois, de politiques ou d'autres mesures touchant les peuples autochtones. La législation norvégienne requiert la participation des populations intéressées à l'adoption, la modification ou l'abrogation des règles les concernant.

D. Initiatives visant à faire connaître la Déclaration aux niveaux des communautés et des pouvoirs publics

73. Dans leurs réponses, des États ont mentionné plusieurs mesures spécifiques visant à faire connaître la Déclaration. Certains ont indiqué préférer mener des campagnes de sensibilisation aux instruments généraux relatifs aux droits de l'homme, tels que les lois nationales ou les traités relatifs aux droits de l'homme. Un État a souligné qu'il était important que les peuples autochtones connaissent leurs droits et que les gouvernements connaissent la Déclaration. Dans plusieurs cas, l'éducation et la formation aux droits des peuples autochtones faisaient partie des mesures de sensibilisation.

74. La Commission mexicaine pour le développement des peuples autochtones a diffusé la Déclaration auprès des pouvoirs publics et a contribué à sa traduction dans 18 langues autochtones. La Norvège a traduit la Déclaration en norvégien et en sami du Nord. El Salvador a traduit la Déclaration en nahuatl dans le cadre du dictionnaire et de la grammaire consacrés à cette langue. Le Paraguay a traduit la Déclaration en guarani et l'a largement diffusée, en particulier auprès du personnel de l'appareil judiciaire.

75. Le Congo a mis l'accent sur la sensibilisation aux instruments nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux droits des peuples autochtones. Les journées parlementaires ont offert l'occasion de sensibiliser les parlementaires congolais aux droits des peuples autochtones et de leur expliquer le contenu de la Déclaration.

76. Le Ministère des relations extérieures de l'État plurinational de Bolivie a organisé une série d'ateliers, en coopération avec le Bureau régional de l'Organisation internationale du Travail pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur le thème «La portée de la Convention n° 169 de l'OIT: difficultés liées à son application et à sa mise en œuvre, et stratégies d'action». Ces ateliers s'adressaient aux hauts fonctionnaires boliviens et aux membres de la fonction publique et aux autochtones. Des matériels didactiques sur les droits collectifs ont aussi été créés et distribués.

77. Le Chili a mis en place un programme baptisé «Renforcement des capacités nationales pour la prévention des conflits et la gestion interculturelle au Chili», qui consiste notamment à soutenir les activités d'information et de formation relatives aux droits des peuples autochtones reconnus par le droit international, et en particulier par la Convention n° 169 de l'OIT.

78. La France a indiqué qu'elle avait un ambassadeur pour les droits de l'homme et qu'à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones, des tables rondes et des événements culturels avaient été organisés dans le département de la Guyane.

79. Suite à l'adoption de la loi relative aux Amérindiens au Guyana, il est apparu que des activités d'éducation et de sensibilisation devaient être menées auprès des conseils de village et des membres de la communauté. Plusieurs programmes de formation ont été mis en place et une brochure de vulgarisation intitulée «La loi relative aux Amérindiens pour tous» a été publiée et distribuée aux chefs communautaires et aux communautés. Le Gouvernement guyanais réalise également des programmes de renforcement des capacités et organise des ateliers à l'intention des agents de la fonction publique. Les dirigeants autochtones peuvent en outre demander des précisions sur la loi relative aux Amérindiens lors des congrès biennaux des chefs de village.

80. En 2013 et 2014, la Commission australienne des droits de l'homme, de concert avec le Congrès national des peuples premiers d'Australie, a tenu dans le cadre d'un «dialogue sur la Déclaration» des réunions avec les communautés autochtones pour leur faire connaître la Déclaration. L'Institution australienne des droits de l'homme a élaboré un document d'information, un guide communautaire et une affiche sur la Déclaration, afin de mettre en lumière des exemples concrets des avantages que les autochtones d'Australie peuvent tirer de la Déclaration.

81. Quelques États ont indiqué qu'ils ne prenaient pas de mesures particulières pour promouvoir la Déclaration mais que des organisations se chargeaient de diffuser des informations à ce sujet. Après que le Gouvernement néo-zélandais a exprimé son adhésion à la Déclaration, une vaste campagne d'information a été lancée dans le pays. La Commission néo-zélandaise des droits de l'homme a traduit le texte de la Déclaration en maori et l'a diffusé en insistant sur l'importance de cet instrument. Au Pérou, plusieurs organisations ont élaboré des matériels d'information sur la Déclaration mais aucune campagne nationale n'a été organisée pour en faciliter la compréhension.

82. Certains États ont dit hésiter à promouvoir directement la Déclaration et les droits des peuples autochtones. Le Burkina Faso a indiqué que sa politique culturelle nationale encourageait le respect mais n'a pas dit avoir pris de mesure pour promouvoir les droits des peuples autochtones.

83. Le Gouvernement suisse soutient deux organisations non gouvernementales (ONG) qui s'emploient à renforcer la capacité de négociation des représentants autochtones à l'ONU par des cours de formation et des activités de transfert des connaissances.

E. Difficultés rencontrées dans l'adoption de mesures et la mise en œuvre de stratégies pour atteindre les objectifs de la Déclaration

84. L'une des principales difficultés tient au fait que la Déclaration et les autres instruments internationaux relatifs aux droits des peuples autochtones ne sont pas suffisamment connus. Selon un État, cette méconnaissance des textes est aggravée par le peu d'intérêt manifesté par la société civile à l'égard des droits des peuples autochtones. En outre, ces droits ne font généralement pas partie des priorités des gouvernements.

85. Quelques États ont indiqué que l'une des difficultés qu'ils avaient rencontrées était le manque d'informations sur la manière d'appliquer la Déclaration. Selon eux, les mécanismes de dialogue et d'échange d'informations entre l'État et les peuples autochtones devraient être améliorés.

86. Un État a indiqué que l'absence de consensus sur la définition de termes comme l'autodétermination, la souveraineté et le consentement préalable, libre et informé, faisait obstacle à l'application de la Déclaration dans la pratique. Un État a estimé qu'il fallait préciser les incidences de l'autodétermination, y compris en indiquant comment des politiques pourraient assurer concrètement sa mise en œuvre.

87. Un autre obstacle non négligeable signalé tenait au coût de la mise en œuvre de la Déclaration et aux ressources limitées disponibles à cette fin. Il faudrait débloquer des fonds pour mettre en œuvre différentes stratégies de nature à répondre aux objectifs de la Déclaration. Le coût de la délimitation des parcelles et de l'attribution des titres de propriété a été mentionné en particulier. Un État a fait observer que les communautés autochtones vivaient dans des régions reculées, ce qui compliquait l'accès à ces populations et ralentissait la fourniture de biens et de services et en rendait le coût prohibitif. De plus, il était difficile de conserver et de publier des documents dans toutes les langues autochtones qui pouvaient exister dans un même État.

88. La nécessité d'adapter les modalités d'application de la Déclaration selon les régions a aussi été citée au nombre des difficultés rencontrées. Plus précisément, les politiques menées par les divers gouvernements n'étaient pas organisées de la même façon. De plus, chaque peuple autochtone avait une histoire, une culture, des besoins et une façon de voir les choses qui lui étaient propres.

89. Un État a fait observer qu'il était difficile d'élaborer une législation nationale, sans compter qu'il fallait incorporer les engagements internationaux dans les politiques publiques et les faire appliquer. Un État a également fait observer avec préoccupation qu'il fallait faire en sorte que les politiques en faveur des peuples autochtones contribuent aussi à l'évolution de la société en général.

90. Un État a indiqué qu'il était difficile d'assurer la cohérence entre les différents états d'une fédération en raison de la répartition constitutionnelle des pouvoirs législatifs entre l'État fédéral et les États fédérés.

91. L'une des principales difficultés évoquées concerne la surveillance et l'application des lois, et en particulier de celles qui se rapportent à l'extraction minière et à l'exploitation forestière. Un État a indiqué qu'il était difficile d'empêcher des chercheurs étrangers et des ONG peu scrupuleux de s'approprier les droits de propriété intellectuelle et les savoirs traditionnels des peuples autochtones.

92. Certains États n'ont pas fait état de problèmes, mais réaffirmé les droits exercés par les peuples autochtones sur leur territoire.

93. Un État a indiqué que les politiques et programmes gouvernementaux ne suffisaient pas à atteindre les buts de la Déclaration et a souligné qu'un engagement plus grand de la communauté autochtone s'imposait.

F. Meilleures pratiques

94. Dans leurs réponses, les États ont fait mention de nombreuses mesures et de pratiques optimales utilisées pour mettre en œuvre la Déclaration. Afin de réaliser pleinement les objectifs de la Déclaration, les gouvernements devaient assurer une mise en œuvre continue et s'appuyer sur les résultats obtenus. L'application de la Déclaration devait tenir compte des particularités, de l'histoire et de la culture des peuples autochtones concernés. Les États qui n'abritaient pas de peuples autochtones sur leur territoire pouvaient utiliser la Déclaration comme cadre pour l'aide au développement.

95. Lorsque des traités, accords ou autres arrangements existaient déjà, ils pouvaient servir de fondement au partenariat, au respect mutuel, à la coopération et à des relations de bonne foi entre les États et les peuples autochtones. Comme la France l'a fait observer dans sa réponse, l'Accord de Nouméa, conclu entre la France et les Kanaks de Nouvelle-Calédonie, reconnaissait les effets délétères de la colonisation, restituait aux peuples autochtones les terres qui leur avaient été confisquées, prévoyait la pleine participation du peuple kanak à la prise de décisions et mettait en place une procédure de consultation.

96. Le Chili a noté que l'approche qu'il avait adoptée, à savoir organiser des tables rondes régionales en préparation d'une «rencontre historique» représentait un moyen de faciliter l'adoption d'un plan national visant à atteindre les objectifs de la Déclaration. Des représentants de l'État, des dignitaires religieux, des représentants des organisations de la société civile et des représentants autochtones prenaient part à ces tables rondes qui avaient pour objectifs d'instaurer des relations de confiance et de définir les questions importantes aux yeux des peuples autochtones.

97. Les États avaient recours à toute une série de mesures constitutionnelles, législatives et politiques pour mettre en œuvre la Déclaration. Ainsi, ils élaboraient de nouvelles lois, modifiaient les lois existantes, mettaient en place des programmes et des initiatives, et s'intéressaient davantage aux questions autochtones à l'échelle internationale. Ces approches diversifiées comprenaient parfois l'adoption d'une loi spéciale reconnaissant les droits des peuples autochtones, élaborée avec la participation effective de ces derniers, sur la base du principe du consentement préalable, libre et informé. Cela pouvait aussi supposer la reconnaissance par la loi des peuples autochtones, y compris la ratification de la Convention n° 169 de l'OIT.

98. L'État plurinational de Bolivie en particulier a fait montre de pratiques optimales dans le domaine de l'égalité des sexes, en reconnaissant la nécessité de veiller à ce que les programmes ciblent spécifiquement les femmes autochtones et leur soient bénéfiques. Le plan national mis en œuvre par l'Australie dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la violence à l'égard des femmes autochtones renforce les communautés autochtones en encourageant les femmes autochtones à occuper des responsabilités au sein des communautés et de la société australienne en général.

99. Le Paraguay a souligné combien il importait de régulariser le mode de propriété communale des terres et d'aider les peuples autochtones à accéder à des moyens de subsistance durables.

100. Les États pouvaient travailler en collaboration avec les organismes des Nations Unies pour améliorer la situation des peuples autochtones, en particulier avec les organismes qui fournissent une assistance technique. Le Chili a souligné qu'il fallait s'assurer le soutien permanent de la communauté internationale dans la mise en œuvre de stratégies visant à atteindre les objectifs de la Déclaration, notamment pour étudier et faire connaître les meilleures pratiques que peuvent utiliser les États pour y parvenir. La Norvège, en indiquant de quelle manière le Gouvernement entendait mettre en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones (A/HRC/18/35/Add.2), a donné un exemple de bonne pratique.

101. De nombreux États ont souligné les liens existant entre la Déclaration et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en matière de promotion et de protection des droits des peuples autochtones, dont la Convention n° 169 de l'OIT, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

102. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones avaient appuyé l'adoption par le Congo d'une loi spécifique en faveur des peuples autochtones. Certains États ont estimé que l'assistance technique de la communauté internationale, notamment en matière d'information et de renforcement des capacités, pouvait améliorer considérablement la mise en œuvre de la Déclaration.

103. Pour atteindre les objectifs de la Déclaration, les États avaient mis l'accent sur le renforcement des capacités des peuples autochtones. Ils avaient aussi encouragé l'adoption de mesures visant à renforcer les institutions des peuples autochtones, les ONG et les

structures d'auto-administration. La nécessité de donner aux peuples autochtones la possibilité de participer dans des conditions d'égalité au développement général du pays a également été mise en évidence. La politique menée par l'Australie visait à remédier aux inégalités dont étaient victimes les peuples autochtones, notamment dans les domaines de l'éducation, des services de santé, du développement communautaire et de la sécurité communautaire.

104. Les États ont aussi fait mention des pratiques optimales adoptées dans les domaines de l'éducation et de la promotion des langues et des cultures des peuples autochtones. Ils ont souligné qu'il fallait intégrer les langues autochtones dans le système d'enseignement et élaborer des stratégies de mise en œuvre de l'enseignement bilingue et interculturel, avec la participation des peuples autochtones. La création de centres culturels pouvait aussi être un bon moyen de promouvoir les cultures autochtones. Enfin, dans certains États, les langues autochtones étaient reconnues comme langues officielles.

105. Certains États ont indiqué que, pour atteindre les objectifs de la Déclaration, ils avaient mis en place un budget spécial pour la consultation des peuples autochtones. D'autres dégageaient des fonds pour régler les problèmes auxquels se heurtaient les peuples autochtones en milieu urbain et pour étudier leurs perspectives d'emploi. Les États ont souligné qu'il importait que les institutions financières soutiennent les pays en développement tout au long du processus de mise en œuvre.

106. La Norvège a indiqué, au titre des meilleures pratiques, que des consultations entre le Sámediggi et le Gouvernement norvégien avaient permis de mettre au point des politiques plus durables.

III. Réponses des peuples autochtones, des organisations de peuples autochtones et des organisations non gouvernementales

A. Principales stratégies de mise en œuvre

107. Plusieurs organisations de peuples autochtones ont déclaré qu'elles avaient élaboré des stratégies pour mettre en œuvre la Déclaration. Des organisations comme la Community for the Advancement of Native Studies et la San Support Organizations' Association of Namibia avaient été créées spécifiquement dans le cadre d'une stratégie de mise en œuvre. L'Aldet Centre a signalé la création de Genetic Resources, Traditional Knowledge and Folklore International, qui s'attache à mettre en œuvre le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, relatif à la Convention sur la diversité biologique, ainsi que les instruments de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle portant sur la propriété intellectuelle et les ressources génétiques, les savoirs traditionnels et les expressions culturelles traditionnelles.

108. La Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos a indiqué avoir élaboré une stratégie d'ensemble afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration en orientant ses activités sur la réalisation des droits des peuples autochtones à l'égalité et à l'autodétermination. Elle a notamment encouragé la création du Parlement du peuple qollana aymara et des communautés quechuas vivant le long des frontières du Pérou, du Chili et de la Bolivie afin de développer les relations transfrontières.

109. Le Parlement sami de Norvège a fait savoir que, bien qu'il n'ait pas adopté de stratégie écrite globale en vue de la mise en œuvre de la Déclaration, il s'attachait à la mettre en œuvre depuis son adoption en 2007.

110. Certaines organisations mènent un travail de sensibilisation auprès des communautés autochtones et de leurs chefs, des milieux juridiques et universitaires et de la société en général. L'Association du barreau autochtone avait poursuivi cet objectif en organisant des ateliers, en publiant des documents en ligne et en rédigeant un article sur les expériences de mise en œuvre de la Déclaration au Canada. L'Association faisait référence à la Déclaration dans toutes ses activités de plaidoyer. Les organisations Naga Women's Union et Naga Peoples Movement for Human Rights avaient développé des stratégies de mise en œuvre visant à traduire la Déclaration dans les langues autochtones et menaient des campagnes de sensibilisation. Le National Indian Youth Council a donné des informations sur son travail de plaidoyer auprès des peuples autochtones vivant en zone urbaine.

111. Certaines organisations de peuples autochtones ont indiqué que la participation aux activités du système des Nations Unies faisait partie de leur stratégie de mise en œuvre, qu'il s'agisse de saisir les organes conventionnels ou de participer activement aux activités et mécanismes internationaux relatifs aux droits des peuples autochtones que sont notamment le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, l'Examen périodique universel et le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, afin de garantir la réalisation des objectifs de la Déclaration.

112. La principale stratégie du National Native Title Council a consisté à faire campagne auprès des gouvernements et d'autres instances pour qu'il soit fait activement référence aux principes et objectifs de la Déclaration. Cette démarche se traduisait notamment par l'intégration de représentants des peuples autochtones dans les instances législatives, politiques et administratives compétentes, la promotion du principe du consentement préalable, libre et informé des propriétaires terriens traditionnels et la conclusion d'accords sur les questions et les projets de développement ayant des incidences sur les terres et territoires autochtones.

113. Plusieurs organisations de peuples autochtones ont signalé que des stratégies de mise en œuvre de la Déclaration étaient en place, sans les décrire en détail. D'autres ont signalé qu'elles ne suivaient pas de stratégie particulière.

B. Mesures spécifiques d'ordre juridique, politique ou autre adoptées pour mettre en œuvre les droits énoncés dans la Déclaration

114. Certaines organisations de peuples autochtones ont dit ne pas avoir connaissance des mesures adoptées par leurs gouvernements respectifs en vue de la mise en œuvre de la Déclaration. Plusieurs organisations ont souligné qu'elles s'étaient employées sans succès à inciter les États à adopter des mesures spécifiques de mise en œuvre de la Déclaration.

115. Une organisation a indiqué que le gouvernement de son pays élaborait une législation répondant aux préoccupations des peuples autochtones, en consultation avec ceux-ci. Cependant, le processus était jugé non conforme à la Déclaration, qui n'était d'ailleurs pas mentionnée dans le projet de loi.

116. S'agissant des mesures prises par les gouvernements autochtones, même s'il n'était pas fait explicitement référence à la Déclaration dans la résolution de la tribu sioux Rosebud portant création de l'organisation Community for the Advancement of Native Studies, celle-ci s'employait à mettre en œuvre la Déclaration.

Autodétermination et autonomie

117. La Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos a indiqué que les 15 assemblées annuelles du Parlement du peuple qollana aymara des Andes s'étaient déroulées conformément au système d'autonomie prévu par les ayllu-marka

(conseils des communautés autochtones). Le fait de pratiquer une forme traditionnelle de gouvernance, même non reconnue par les États, était un gage de continuité.

Participation à la prise de décisions, y compris l'obligation de chercher à obtenir le consentement préalable, libre et informé des peuples autochtones

118. Une organisation a indiqué que le fait que le gouvernement de son pays ait élaboré un plan qui s'avérait inadapté, bien qu'il ait été présenté comme constituant une stratégie en vue de la réalisation des objectifs de la Déclaration, témoignait du manque de respect par les autorités du principe de consentement préalable, libre et informé. En effet, le consentement des peuples autochtones n'était pas sollicité concernant certains aspects des politiques ayant une incidence directe sur leur situation.

Culture et langues

119. La Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos a évoqué les mesures qu'elle prenait pour promouvoir l'utilisation de l'aymara dans certaines écoles municipales chiliennes afin de donner un nouvel élan à la culture traditionnelle.

Non-discrimination et égalité

120. Le Centro de Promoción y Desarrollo Rural Amazónico a indiqué qu'il œuvrait pour la promotion de l'égalité des chances et de la non-discrimination dans l'embauche d'agents de santé autochtone par la Direction régionale de la santé d'Ucayali au Pérou. Cette démarche était conforme à la Déclaration et aux prescriptions relatives à l'intégration des approches interculturelles de la santé, notamment ce qui concerne les praticiens de santé travaillant auprès des communautés autochtones.

Terres, territoires et ressources

121. Le National Native Title Council a exposé le travail de plaidoyer qu'il entreprenait auprès du Gouvernement australien afin qu'il intègre les principes de la Déclaration dans le plan de développement du bassin Murray Darling, notamment s'agissant du droit des peuples autochtones à conserver et à renforcer leurs liens particuliers avec leurs terres, territoires, eaux fluviales, zones côtières et d'autres ressources. En ce qui concerne le plan du bassin, le National Native Title Council menait également, en collaboration avec ses partenaires, le projet national de recherche sur les flux culturels, qui intègre les principes de la Déclaration, notamment le paragraphe 1 de l'article 32.

Traités, accords et autres arrangements conclus avec les États

122. La Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos a indiqué qu'elle parrainait le tribunal Awuayala, dont les décisions ne sont pas contraignantes mais en appellent à la conscience et à la raison humaines. Le tribunal, qui est hébergé par la nation kallawaya dans l'État plurinational de Bolivie, a tenu sa première audience en juin 2012 et a entendu la demande de la nation jacha suyu pakajaki visant à la restitution de ses territoires, dont elle avait été dépossédée sur la base de la doctrine de la découverte.

C. Prise en compte de la Déclaration lors de l'élaboration de lois et politiques ou d'autres mesures qui touchent les autochtones

123. Plusieurs organisations de peuples autochtones ont indiqué que la Déclaration n'était pas systématiquement prise en compte par les États lors de l'élaboration de lois, politiques ou d'autres mesures qui ont des incidences sur les autochtones. Cet état de choses

s'expliquait parfois par la non-reconnaissance des peuples autochtones dans les pays ou par l'idée que les peuples autochtones étaient une entrave au développement. Des organisations de peuples autochtones avaient tenté en vain d'encourager les États à adopter des mesures spécifiques, d'ordre juridique, politique ou autre pour mettre en œuvre la Déclaration.

124. Plusieurs organisations de peuples autochtones ont indiqué se servir de la Déclaration pour élaborer des normes et mener des activités de plaidoyer. Le Parlement sami de Norvège, par exemple, se reporte à la Déclaration et à d'autres normes internationales dans ses activités quotidiennes. Le National Indian Youth Council intègre systématiquement la Déclaration dans ses communications comme dans ses actions.

125. La Community for the Advancement of Native Studies a indiqué que ses activités visaient à collaborer avec les nations, communautés et organisations autochtones pour recenser, hiérarchiser, élaborer et mettre en œuvre des projets conformément à leurs souhaits, priorités et préoccupations. Elle voulait s'employer à l'avenir à intégrer vraiment la Déclaration dans ses activités, lorsque cela était possible.

126. La Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos s'employait à recréer des formes traditionnelles d'autogouvernance, à promouvoir le respect du principe de consentement préalable, libre et informé, à adopter des mesures pour renforcer l'éducation interculturelle et les cultures andines, à protéger les terres, territoires et ressources traditionnelles, ainsi que la propriété collective, et à ouvrir des espaces pour la justice traditionnelle. Dans le cadre de ses activités, elle se référait expressément à la Déclaration et à la Convention n° 169 de l'OIT.

127. Les organisations Naga Women's Union et Naga Peoples Movement for Human Rights ont indiqué que la Déclaration était une source de force et de pouvoir qui leur permettait de revendiquer leurs droits en tant que peuples autochtones. Elle n'était cependant pas expressément mentionnée dans les décisions collectives du peuple naga, la prise de décisions collective étant fondée sur des pratiques traditionnelles.

128. Le Native Indian Youth Council avait élaboré une politique spécifique de promotion de l'inclusion des peuples autochtones des zones urbaines en vue de la réalisation des objectifs de la Déclaration. L'organisation se référait expressément à la Déclaration dans le cadre de ses initiatives de plaidoyer.

129. Le National Native Title Council suivait la Déclaration dans le cadre de ses activités et pratiques. Il a indiqué que ses documents de politique générale se référaient aux principes de la Déclaration, en particulier ceux concernant le consentement préalable, libre et informé ainsi que l'autodétermination.

D. Initiatives visant à faire connaître la Déclaration aux niveaux des communautés et des pouvoirs publics

130. Des organisations de peuples autochtones ont décrit un certain nombre de mesures prises ou envisagées pour faire connaître la Déclaration. Ces mesures portaient principalement sur la traduction et la diffusion de la Déclaration, ainsi que sur la formation et l'organisation d'ateliers. Des organisations ont dit rencontrer des difficultés financières pour organiser des activités d'information.

131. Le Aldet Centre avait engagé des discussions avec des représentants de l'État pour les sensibiliser à la Déclaration et avait également diffusé et publié le contenu de la Déclaration en anglais et en kwéyòl.

132. Le Botswana Khwedom Council a indiqué qu'il utilisait la Déclaration comme document de référence dans le cadre des ateliers qu'il organisait et des discussions qu'il tenait avec le Gouvernement.

133. La Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos a souligné l'importance de la diffusion de la Déclaration et déclaré avoir organisé des ateliers et des séminaires sur la Déclaration, soulignant que les peuples autochtones étaient très demandeurs d'outils de renforcement des capacités. Elle s'est déclarée cependant préoccupée par les difficultés d'organisation, faute de ressources financières. Le Centro de Promoción y Desarrollo Rural Amazónico a également indiqué qu'il lui était impossible de diffuser la Déclaration à grande échelle faute de ressources financières.

134. La Community for the Advancement of Native Studies s'employait depuis une date récente à faire connaître la Déclaration aux niveaux des communautés et des autorités afin d'en améliorer la mise en œuvre.

135. L'Association du barreau autochtone a publié un manuel intitulé *Understanding and Implementing the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples: An Introductory Handbook*², qui présente la Déclaration de façon thématique et, en conclusion, fournit des renseignements sur sa mise en œuvre et renvoie vers d'autres ressources. Le manuel avait été présenté aux autorités nationales et provinciales, aux commissions chargées des relations conventionnelles, aux commissions des droits de l'homme et à des juridictions nationales, et avait été distribué lors d'une série d'ateliers organisés dans tout le Canada à l'intention d'avocats, de pédagogues, de chefs communautaires et de militants des droits de l'homme.

136. Pour faire connaître la Déclaration, Naga Women's Union et Naga Peoples Movement for Human Rights ont pris plusieurs initiatives, dont l'organisation de stages de formation, d'ateliers, de séminaires, de réunions et de consultations au niveau communautaire concernant la Déclaration, les droits de l'homme et les mécanismes des Nations Unies. Les organisations ont aussi traduit et diffusé la Déclaration.

137. Le National Khoi-San Council avait organisé plusieurs ateliers consacrés à la Déclaration avec des responsables autochtones et des représentants communautaires dans différentes régions d'Afrique du Sud, par le biais d'institutions telles que l'Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee. Il a également été signalé que la Déclaration avait été traduite en afrikaans, langue parlée par la plupart des peuples khoi et san.

138. Le Native Indian Youth Council a indiqué qu'il s'employait à intégrer la Déclaration dans ses activités de plaidoyer et qu'il participait aux efforts déployés pour faire connaître et promouvoir la Déclaration auprès de la nation navajo et d'autres chefs tribaux.

139. Le National Native Title Council s'employait à faire connaître la Déclaration en intégrant les objectifs et les droits énoncés dans cet instrument dans les contributions, interventions et recommandations que l'organisation présentait à divers niveaux de l'administration et à différentes parties prenantes, aussi bien dans le pays qu'à l'échelle internationale. Le Council a souligné combien il importait de faire connaître la Déclaration auprès des peuples autochtones. Il s'efforçait en outre de faire comprendre aux pouvoirs publics, à l'industrie et aux peuples autochtones que les industries extractives devaient consulter de façon plus efficace les peuples autochtones pour qu'ils puissent exercer leur droit au consentement préalable, libre et informé.

140. Le Programme d'intégration et de développement du peuple pygmée au Kivu a indiqué qu'il s'appuyait sur la presse, les médias, les réunions et ateliers pour diffuser des informations sur la Déclaration. Il s'attachait en particulier à intervenir auprès des peuples

² Disponible à l'adresse: www.indigenousbar.ca/pdf/undrip_handbook.pdf.

autochtones, des autorités nationales et locales, des responsables communautaires, de l'armée, de la police et des organisations de la société civile. Il a fait observer que la Déclaration n'avait pas été traduite dans les langues autochtones pertinentes, ce qui constituait un problème majeur qu'il fallait régler sans tarder.

141. La Fédération des Khmers du Kampuchéa Krom a indiqué se servir de sites Web, de stations de radio en ligne et de médias sociaux pour faire connaître la Déclaration.

142. Le Parlement sami de Norvège s'est occupé de l'organisation pratique de la Réunion préparatoire globale autochtone en vue de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, qui allait devenir la Conférence mondiale sur les peuples autochtones qui a eu lieu à Alta (Norvège) du 10 au 12 juin 2013 et qui a été l'occasion de sensibiliser la population locale et régionale aux droits des peuples autochtones et à la Déclaration.

E. Difficultés rencontrées dans l'adoption de mesures et la mise en œuvre de stratégies pour atteindre les objectifs de la Déclaration

143. Plusieurs organisations de peuples autochtones ont signalé que la Déclaration était insuffisamment connue, y compris par les organisations autochtones. Cette situation s'expliquait parfois par l'impossibilité d'avoir accès au texte de la Déclaration et aux informations s'y rapportant dans les langues pertinentes.

144. Une organisation a indiqué que la méconnaissance de la Déclaration dans son pays était aussi liée à la pertinence du droit international au niveau national. Le manque de clarté en la matière venait en partie de ce que les pouvoirs publics considéraient la Déclaration comme un objectif vers lequel tendre. Cette position avait influencé l'opinion d'un certain nombre de peuples autochtones, ainsi que des avocats et des personnels de l'appareil judiciaire.

145. Un autre problème mentionné était l'apparente complexité de l'approche suivie dans la Déclaration pour traiter la traditionnelle dichotomie entre les droits individuels et les droits collectifs dans la société. Du fait de cette complexité, il était difficile de rendre la Déclaration plus efficace et de la faire mieux comprendre.

146. Une organisation a fait observer que les coûts des activités de sensibilisation concernant la Déclaration, y compris le coût élevé des déplacements pour se rendre dans des zones reculées à l'habitat dispersé, incombaient souvent aux peuples autochtones et à leurs alliés.

147. L'une des principales difficultés évoquées était le manque de volonté politique des États s'agissant d'appliquer la Déclaration et d'envisager d'une manière plus globale les droits des peuples autochtones. Une organisation a souligné que le gouvernement de son pays avait peu progressé, pour ce qui était de saisir l'essence des principes et des objectifs de la Déclaration. Dans certains cas également, les autorités accordaient peu d'attention aux questions autochtones ou l'opinion publique soutenait peu les droits des peuples autochtones. Plusieurs organisations de peuples autochtones ont évoqué des problèmes liés en particulier à la mise en œuvre du principe de consentement préalable, libre et informé. Dans certains cas, le manque de volonté politique se traduisait aussi par l'absence de lois ou de politiques publiques axées sur les peuples autochtones. Ceux-ci se sont en outre déclarés préoccupés par le manque de respect des droits autochtones sur la terre et la mer. Une organisation a fait observer que des autochtones ne pouvaient pas pratiquer pleinement leurs coutumes et traditions parce que leurs terres étaient à l'intérieur d'un parc national.

148. Une autre difficulté rencontrée pour appliquer la Déclaration tenait à l'interprétation problématique du principe d'égalité. Des interprétations de l'égalité qui ne tenaient pas compte du fait que les normes relatives aux droits de l'homme permettaient et, parfois,

exigeaient l'adoption de mesures spéciales, et des préoccupations concernant le traitement différencié ou spécial des peuples autochtones étaient invoquées pour expliquer le non-respect de leurs droits.

149. Trois organisations de peuples autochtones ont évoqué des difficultés liées au manque de reconnaissance des peuples autochtones dans leur pays. Une autre a fait observer que, même si les peuples autochtones étaient reconnus dans le pays, ils étaient victimes de discrimination raciale.

150. Un certain nombre d'organisations se sont déclarées préoccupées par le fait que les États ne les faisaient pas participer à la gestion des affaires publiques, ainsi qu'aux discussions et initiatives politiques, notamment celles concernant les lois, les politiques et les programmes. Une organisation a fait observer que le gouvernement de son pays était considéré inaccessible. Des organisations ont en outre indiqué que l'exclusion des peuples autochtones des discussions qui les concernaient empêchait l'instauration de tout dialogue constructif entre les peuples autochtones et les autorités publiques. De plus, dans certains cas, il n'y avait pas de dialogue avec les peuples autochtones, même lorsque des industries menaient des activités extractives sur des terres autochtones.

151. Une organisation a également évoqué l'absence de mécanisme d'application susceptible d'encourager les États à respecter la Déclaration.

152. Une autre difficulté évoquée était l'insuffisance des fonds et des ressources alloués aux organisations représentatives des autochtones, ce qui les empêchait de fonctionner efficacement et de promouvoir la Déclaration. D'autres difficultés liées à la médiocrité des infrastructures et à l'insuffisance des moyens de communication ont également été évoquées.

153. En ce qui concerne les problèmes qui se posaient au sein des organisations ou des institutions représentant les peuples autochtones, une organisation a indiqué que les nombreuses pressions dont faisaient l'objet les peuples autochtones et le scepticisme quant à la capacité de la Déclaration de faire changer les choses constituaient autant d'obstacles potentiels à sa mise en œuvre. Plusieurs peuples autochtones ne voyaient guère comment la Déclaration pouvait contribuer à régler les problèmes quotidiens les plus urgents que rencontraient de nombreuses communautés autochtones.

F. Meilleures pratiques

154. De nombreuses organisations de peuples autochtones ont décrit les mesures qui constitueraient des pratiques optimales aux fins de mise en œuvre de la Déclaration.

155. S'agissant du rôle de ces organisations, l'on pourrait idéalement s'employer à ce que les politiques, réglementations et lois soient conformes aux dispositions de la Déclaration, mieux faire connaître la Déclaration à toutes les parties prenantes et encourager les juges et les avocats à s'y référer dans leurs jugements et plaidoiries. On a également fait observer que, dans les États n'ayant pas la volonté de mettre en œuvre la Déclaration, les peuples autochtones devraient prendre l'initiative de promouvoir sa mise en œuvre auprès des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux compétents.

156. Il a également été proposé que les mesures et stratégies d'application de la Déclaration comprennent des campagnes de sensibilisation à ses dispositions. Les meilleures pratiques s'entendaient aussi du renforcement des capacités des peuples autochtones.

157. Le système des Nations Unies pourrait collaborer avec des organisations autochtones pour renforcer leurs moyens au regard de la Déclaration et soutenir leur action et leur participation. À cet égard, l'ONU a été invitée à continuer de soutenir la participation des peuples autochtones, notamment au moyen d'une assistance financière. Plusieurs organisations ont fait observer que l'ONU pouvait jouer un rôle positif en aidant et en

encourageant les États à reconnaître les peuples autochtones et à mettre en œuvre la Déclaration.

158. Les pratiques optimales pourraient aussi comprendre le renforcement des liens entre les organismes des Nations Unies et les populations locales et de l'appui accordé par ces organismes aux communautés. Il a également été suggéré que le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et les mécanismes compétents de l'ONU collaborent avec les ONG afin de mieux aider les peuples autochtones à proposer des mesures et des stratégies de mise en œuvre, pour atteindre les objectifs de la Déclaration.

159. Des recommandations ont aussi été adressées au système des Nations Unies tendant, notamment, à ce qu'il examine en particulier les questions pertinentes pour les peuples autochtones dans le cadre des sessions de l'Examen périodique universel. Une organisation a invité les mécanismes des Nations Unies à préciser les principes juridiques établis par la Déclaration.

160. Le National Native Title Council a indiqué qu'il fallait redoubler d'efforts pour faire connaître la Déclaration aux agents de l'État et aux administrations, ce qui pourrait contribuer à atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration. À titre d'exemple, l'organisation a relevé que le Commissaire australien à la justice sociale avait été sensibilisé à la Déclaration et souligné l'importance d'une collaboration entre le Gouvernement australien et les peuples autochtones en vue de l'élaboration d'une stratégie à long terme qui assure la pleine mise en œuvre de la Déclaration.

161. Les organisations de peuples autochtones ont souligné qu'il fallait, dans le cadre des pratiques optimales, reconnaître les peuples autochtones dans les pays où ce n'avait pas encore été fait, appliquer la Déclaration et l'intégrer dans les politiques publiques, lancer des processus de consultation des peuples autochtones sur les questions ayant des incidences sur leur vie et leurs activités, soutenir les activités menées par les organisations de peuples autochtones pour promouvoir la Déclaration, démilitariser et garantir l'accès à la justice. Le Centro de Promoción y Desarrollo Rural Amazónico a proposé la création au Pérou d'un comité interculturel chargé des intérêts autochtones.

IV. Conclusions

162. Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones sait gré aux États, aux peuples autochtones, aux organisations de peuples autochtones et aux ONG pour leurs réponses à ses questionnaires, en particulier parce que ces réponses seront une source d'inspiration pour l'élaboration de stratégies créatives de mise en œuvre de la Déclaration.

A. Au sujet des États

163. La majorité des réponses reçues des États contenaient des informations à caractère très général. Quasiment aucune information n'a été donnée au sujet de l'efficacité des mesures prises. La plupart des États se sont bornés à fournir des réponses positives aux questions. Des réponses négatives auraient permis de mieux comprendre les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la Déclaration.

164. Nombre d'États ont indiqué avoir adopté des lois qui reconnaissaient et protégeaient les droits des peuples autochtones, ce qui, de l'avis du Mécanisme d'experts, constitue une avancée notable. Toutefois, les États n'ont pas indiqué si des mesures administratives suffisantes avaient été prises pour que les mesures juridiques contribuent à la protection effective de ces droits.

165. Bien que plusieurs États aient signalé des initiatives sectorielles d'application des dispositions de la Déclaration, seul un petit nombre d'entre eux ont dit avoir adopté des stratégies globales ou des plans d'action intégraux en vue de sa pleine mise en œuvre. Les droits énoncés dans la Déclaration sont interdépendants et étroitement liés et, de ce fait, leur mise en œuvre exige des approches et des mesures globales.

166. Bien que cela ne ressorte pas expressément des réponses fournies au questionnaire, un certain nombre d'États semblent avoir des difficultés à concilier la reconnaissance et la mise en œuvre des droits des peuples autochtones, comme le prévoit la Déclaration, avec le principe d'égalité. Certains États continuent de considérer que le principe d'égalité leur interdit d'élaborer des programmes spécialisés pour réaliser les objectifs énoncés dans la Déclaration. Le Mécanisme d'experts souligne que l'égalité de droit suppose parfois de traiter les peuples autochtones comme des groupes distincts se trouvant dans une situation particulière.

167. Il ressort des réponses fournies par des États que la définition des peuples autochtones est parfois vague, notamment pour ce qui est de la distinction entre minorités et peuples autochtones. Plusieurs États ont également indiqué que les peuples autochtones étaient numériquement majoritaires sur leur territoire et ne rencontraient donc aucune difficulté pour ce qui était de la reconnaissance de leurs droits, ce qui, de l'avis du Mécanisme d'experts, n'est pas toujours le cas. D'autres États ont en revanche indiqué qu'aucun groupe vivant sur leur territoire ne correspondait à la définition de peuple autochtone.

168. Parmi les difficultés évoquées figurait aussi la volonté de quelques personnes et ONG de saper le processus de délimitation des terres et d'attribution des titres de propriété en conseillant aux peuples autochtones de revendiquer plus de terres qu'ils en occupaient traditionnellement, de rejeter le processus de délimitation et de délivrance des titres et/ou de ne faire aucune demande de délimitation. Cette situation est révélatrice des tensions qui peuvent exister entre les États, les peuples autochtones et les ONG quant à la meilleure façon d'atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration. Là encore, des informations supplémentaires de la part des États sur les moyens de surmonter ces divergences en favorisant des relations harmonieuses aideraient grandement les autres États à continuer d'œuvrer pour la mise en œuvre de la Déclaration.

B. Au sujet des peuples autochtones, des organisations de peuples autochtones et des organisations non gouvernementales

169. Nombre d'organisations de peuples autochtones ont expliqué de façon détaillée l'approche qu'elles avaient adoptée pour atteindre les objectifs de la Déclaration, et qui comprenait des activités à tous les niveaux. La plupart des organisations autochtones ayant répondu au questionnaire menaient au moins une des activités ci-après: plaidoyer; renforcement des capacités, y compris au moyen de l'élaboration et de la diffusion de matériels et de l'organisation d'activités de formation sur la Déclaration à l'intention des communautés, des peuples autochtones et des autorités publiques; la réalisation de travaux de recherche sur les préoccupations des autochtones; la traduction de la Déclaration dans les langues autochtones.

170. Rares sont les organisations à avoir proposé des stratégies de grande envergure au niveau national. Un certain nombre d'organisations de peuples autochtones mettaient toutefois principalement l'accent sur des questions thématiques et, comme l'ont indiqué nombre d'entre elles, se heurtaient à des problèmes financiers et à un manque de volonté de la part des États de coopérer avec les peuples autochtones.

Des organisations avaient néanmoins réalisé des activités tant au niveau national qu'international pour maximiser l'effet des stratégies élaborées afin que l'État donne effet à la Déclaration.

171. La plupart des organisations ayant répondu au questionnaire ont signalé avoir intégré l'esprit et les principes de la Déclaration dans leurs directives, pratiques et activités internes. Plusieurs ont fait savoir qu'elles étaient disposées à participer aux processus publics locaux ou nationaux si ceux-ci étaient élaborés de bonne foi et en coopération avec les peuples autochtones et les organisations autochtones. Plusieurs ont cependant indiqué que les États rechigneraient à engager un véritable dialogue – voire à dialoguer purement et simplement – avec les peuples autochtones au sujet des questions ayant une incidence sur ces peuples.

172. La plupart des organisations ont signalé le peu d'intérêt manifesté par les États pour la Déclaration et les droits des peuples autochtones, un manque de compréhension du rang et de la valeur de la Déclaration dans l'ordre juridique interne et un manque de soutien de la part de l'opinion publique en faveur des peuples autochtones. Tous ces facteurs empêchaient la pleine mise en œuvre de la Déclaration.

173. Parmi les meilleures pratiques évoquées, figurait celle consistant à demander aux mécanismes des Nations Unies d'aider davantage les peuples autochtones à mettre en place des stratégies de mise en œuvre. Les États et les peuples autochtones devaient s'employer, aux niveaux national et local, à mieux faire connaître la Déclaration.
